



## Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

43 boulevard de Magenta - 75 010 Paris

tél. : 01 53 38 99 81 - Fax : 01 40 40 90 98 - direction@mrp.fr

### Communiqué de presse

#### **Liberté, Egalité, Fraternité : des 'Valeurs Actuelles' ?**

La 'Une' de *Valeurs actuelles* du 22 au 28 août, qui présente une caravane barrée, accompagnée de l'inscription "Roms l'overdose", constitue un véritable appel au rejet, à la discrimination et à la haine.

Sous le terme de 'Roms', le dossier amalgame les Gens du Voyage, français depuis plusieurs siècles, et des Roms migrants venus de Roumanie ou de Bulgarie, désignés sous les noms Romanichels, Gitans, Manouches, 'fils du vent'... tous assimilés à des délinquants et qualifiés, entre autres, de 'plaie de l'été', 'fléau des Français' ou 'boulet tzigane'.

Ces allégations diffamatoires sont racistes et leurs auteurs manient le mensonge et la fausse information.

Il est faux de prétendre que la *liberté de circulation* entre la Roumanie et la France est pour 2014, avec l'entrée de la Roumanie dans le système Schengen, car elle existe de fait depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, date d'adhésion à l'UE de la Roumanie et de la Bulgarie !

Le Dossier est, en fait, construit à partir d'un sondage dont les résultats sont détournés en ignorant volontairement le contexte de chacune des questions posées, pour mieux justifier l'interprétation ad hoc qu'en revendique la Revue.

Oui, le sort de 20 000 personnes privées d'accès aux droits les plus élémentaires - aux soins, à l'eau, à l'éducation, au travail - est, effectivement, un sujet important et préoccupant !

A partir d'un problème social, Valeurs Actuelles dérive vers la stigmatisation d'un groupe 'ethnique' présent sur tout le continent européen depuis quelque six siècles, vers la légitimation d'agressions - commises à Marseille ou ailleurs - ou, d'attitudes provocatrices comme celles de Jean-Marie Le Pen, Gilles Bourdouleix et Christian Estrosi. Ce dernier, interviewé dans ce dossier, y inscrit la scolarisation des enfants parmi les "*contraintes absolument folles, inadmissibles et insupportables*" alors qu'il s'agit d'une obligation légale fondamentale de l'Etat de Droit républicain, qui plus est, seule à même de faire reculer les séquelles de la grande misère sociale.

La stigmatisation d'une catégorie de la population mène à la banalisation des idées racistes que développe aujourd'hui *Valeurs actuelles*, contre lequel le MRAP étudie la possibilité de poursuites judiciaires pour diffamation, injures à caractère raciste et incitation à la discrimination, la haine et la violence racistes.

Paris, 23 août 2013